

PRÉSENTATION

LES ACCORDS DE LIBÉRALISATION COMMERCIALE : L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

Robert Devlin & Michel Fouquin¹

Ce numéro d'*Économie internationale* comprend une sélection d'articles présentés à la première conférence internationale co-organisée par le CEPII et la BID (Banque interaméricaine de Développement), "Impacts des accords de libéralisation commerciale sur l'Amérique latine et les Caraïbes", les 5 et 6 novembre 2001 à la BID (Washington, DC)²; cette rencontre avait pour but d'évaluer l'utilité des modèles d'équilibre général calculable (MEGC) pour la définition de la politique économique dans ces pays. Cette livraison est publiée conjointement par les organisateurs de la conférence³.

Sur la base des nombreuses contributions présentées, ce numéro est organisé en deux parties : d'une part, les contributions ayant des implications de politique économique pour les pays d'Amérique latine; d'autre part, des aspects plus méthodologiques de modélisation.

■ LES IMPACTS DE LA LIBÉRALISATION COMMERCIALE

Cette partie présente d'abord les travaux les plus généraux, pour aller ensuite aux plus spécifiques. Le premier article, de David ROLAND-HOST et Dominique VAN DER MENSBRUGGHE met en évidence les bénéfices des processus de libéralisation multilatérale, régionale et unilatérale. Les auteurs choisissent de comparer les effets de la Zone de Libre-Échange des Amériques (ZLEA) à ceux d'un processus global de libéralisation. Au niveau macroéconomique, ils constatent que, en général, la libéralisation multilatérale procure des gains supérieurs à celle menée au niveau régional, et ceci pour deux raisons: les effets de diversion sont mineurs dans le processus de globalisation, contrairement aux effets d'accords régionaux; la globalisation offre de plus grandes chances d'accès aux marchés étrangers et stimule la compétition sur le marché national.

Quelle est alors la rationalité de la multiplication actuelle des négociations régionales? Les auteurs mettent en évidence deux raisons: l'une est la grande incertitude qui pèse sur les

1. Robert DEVLIN, Directeur-adjoint, département des programmes régionaux et de l'intégration, Banque interaméricaine de Développement; Michel FOUQUIN, Directeur-adjoint, CEPII.

2. Voir le programme complet de cette conférence à la fin de cette présentation.

3. Les actes de cette conférence sont publiés parallèlement dans la revue *Integration and Trade*, du département des programmes régionaux et de l'intégration, BID.

négociations multilatérales, la seconde est le sentiment que les risques d'une libéralisation sont plus élevés au niveau global que dans le cadre d'accords régionaux. Les auteurs remettent en question l'opinion commune selon laquelle une libéralisation régionale pourrait aider des pays à affronter la globalisation. En fait, ils remarquent que la libéralisation régionale peut induire une spécialisation plus intense du commerce dans des industries pour lesquelles ces pays n'ont pas de réel avantage comparatif, et réduire ainsi leur capacité à affronter la globalisation. Il n'y a pas d'"adéquation structurelle", selon l'expression des auteurs. L'Accord sur le Textile et le Vêtement (ATV) en offre un exemple clair : sans l'ATV, les États-Unis pourraient se spécialiser dans le textile à l'intérieur de la ZLEA. Enfin, les auteurs remarquent que la libéralisation unilatérale, au moins pour les pays en développement à faible pouvoir de marché, est source de gains inférieurs, et non supérieurs, à une libéralisation régionale.

Deux articles comparent ensuite les bénéfiques potentiels de la ZLEA et d'une zone de libre-échange entre le Mercosur et l'Union européenne.

Le premier, écrit par Xinshen DIAO, Eugenio DIAZ-BONILLA et Sherman ROBINSON, évalue ces deux scénarios potentiels de libéralisation commerciale et utilise pour cela un modèle d'équilibre général calculable mondial. Dans les deux cas, les scénarios génèrent des gains pour tous les participants et ne détériorent pas de façon significative la position des non-participants. En d'autres termes, les effets de création commerciale sont plus importants que les effets de détournement. C'est le résultat d'une hypothèse exogène basée sur l'impact de la libéralisation commerciale sur la croissance de la productivité globale des facteurs (PGF). Cette hypothèse est fondée sur la conviction qu'à terme la libéralisation commerciale améliore l'efficacité, d'une façon ou d'une autre. Les effets de la ZLEA sont deux fois plus élevés que ceux d'un accord régional entre l'Union européenne et le Mercosur. Ce résultat est largement dû à la différence du nombre de partenaires dans les deux accords : tous les pays d'Amérique latine sont intégrés dans la ZLEA (excepté Cuba), tandis que seulement quatre pays d'Amérique latine sont impliqués dans l'accord Mercosur-Union européenne. Pour les membres du Mercosur comme l'Argentine, l'Uruguay et le Brésil, les gains sont plus grands avec l'Union européenne qu'avec la ZLEA. Cela est dû principalement à la structure des échanges au sein des deux accords régionaux. De nombreux pays d'Amérique latine améliorent leurs résultats dans les activités industrielles où le potentiel de croissance de la PGF est élevé. Dans le cas de la ZLEA, la plupart des gains proviennent du secteur industriel tandis que, dans le scénario Union européenne/Mercosur, les gains potentiels pour le Mercosur sont générés par le secteur agroalimentaire qui n'apporte aucune amélioration de PGF. Les auteurs ajoutent que ces résultats sont basés sur l'hypothèse que les conditions macroéconomiques restent relativement stables.

Le deuxième article, écrit par Josefina MONTEAGUDO et Masakazu WATANUKI, rappelle que les accords régionaux sont souvent considérés comme un instrument de politique commerciale stratégique. Pour le Mercosur, un accord avec l'Union européenne est un moyen de contrebalancer la domination des États-Unis sur l'Amérique latine. Pour l'Union européenne, il est

nécessaire de limiter l'effet de détournement de commerce de la ZLEA. Les auteurs utilisent un modèle avec des externalités de commerce extérieur et des économies d'échelle dans l'industrie. Trois scénarios sont simulés : le premier examine une libéralisation totale intra-Amériques seule, le second estime les effets d'un accord Union européenne/Mercosur et le troisième combine les deux précédents scénarios. L'exercice de simulation fait avec leur modèle montre que, au-delà des résultats macroéconomiques, chaque accord régional a sa propre rationalité. Avec l'Union européenne, l'accès aux marchés agroalimentaires est essentiel pour l'Amérique latine et le Mercosur, afin de maximiser leurs gains en termes de croissance et de commerce. Avec la ZLEA, le Mercosur bénéficie d'un accroissement des exportations industrielles vers les autres pays d'Amérique latine. Finalement, les deux accords ne sont pas réellement en concurrence. Les bénéfices pour le Mercosur sont plus élevés si les deux processus de libéralisation se combinent que si l'on fait la somme des deux scénarios séparés. Dans le premier scénario, l'Argentine augmente ses exportations vers le Mexique et l'Amérique centrale de 31 % et 21 %, et le Brésil de 23 % et 15 %. Avec l'accord Union européenne/Mercosur, l'Argentine accroît ses exportations vers l'Union européenne de 38 % et le Brésil de 23 %. Le scénario de l'accord avec l'Union européenne a un impact plus positif que celui de la ZLEA.

Ces deux articles concluent que le Mercosur a plus intérêt à négocier avec l'Union européenne qu'avec la ZLEA, sauf si les secteurs de l'agro-alimentaire ne sont pas inclus dans l'accord avec l'Union européenne. Mais le message sous-jacent est : "faites les deux car ils ne sont pas substituables".

Le quatrième article, écrit par Mohamed Hedi BCHIR, Yvan DECREUX et Jean-Louis GUÉRIN, se concentre sur les relations entre l'Union européenne et le Mercosur. Il utilise des données de protection détaillées, notamment pour distinguer les secteurs hautement sensibles des secteurs moins sensibles, afin de construire les scénarios de leur libéralisation. Trois scénarios sont simulés comme un processus s'étalant sur douze ans (les simulations sont faites pour une période de dix-sept ans), allant d'un scénario minimum de libéralisation dans l'agro-alimentaire, à une hypothèse de libéralisation complète. Dans chaque cas, l'Union européenne est gagnante, alors que le Mercosur gagne uniquement dans le troisième scénario. Dans le scénario minimum, les exportations de l'Union européenne vers le Mercosur progressent de 42 %, tandis que les exportations du Mercosur vers l'Union européenne augmentent seulement de 15 %, ceci seul explique pourquoi l'Union européenne est gagnante et le Mercosur perdant. Dans le cas d'une libéralisation complète, les flux augmentent respectivement de 60 % et de 124 %. Et c'est la raison pour laquelle le Mercosur gagne dans ce cas. Pendant ce temps, les effets de diversion réduisent les exportations de l'ALENA vers le Mercosur de plus de 10 %. Dans tous les cas, les effets de diversion sont moindres que les effets de création.

Les deux articles suivants traitent de la libéralisation dans le secteur du textile et de l'habillement. Richard AVISSE et Michel FOUQUIN comparent les effets de la libéralisation multilatérale dans le textile et l'habillement tel que prévu par l'Accord sur le Textile et le Vêtement (ATV),

à ceux des accords de libre-échange régionaux. Ils insistent sur le fait que, dans le passé, les accords régionaux et l'Accord Multi-Fibre (AMF) ont eu un impact fort sur le développement du commerce régional : entre le Mexique (et dans une moindre mesure les Caraïbes) et les États-Unis d'une part, et entre l'Union européenne et les économies en transition de l'Europe de l'Est d'autre part, résultat enregistré au détriment des pays d'Asie en développement. Les auteurs utilisent deux versions standards du modèle GTAP pour la simulation de l'accord ATV qui inclut un calendrier pour l'élimination complète du système des quotas. Ils mettent en évidence que les principaux pays bénéficiaires sont les pays développés (les gains des consommateurs sont plus élevés que les pertes des producteurs), les grands pays producteurs d'Asie æ la Chine et l'Inde æ et que les autres pays en développement sont en général perdants. Les deux versions de GTAP produisent des impacts similaires mais de montants différents, dus essentiellement à la nouvelle estimation des équivalents tarifaires des quotas. Les auteurs, s'appuyant ensuite sur deux accords régionaux, montrent qu'il y a un intérêt pour les pays en développement à conserver une sorte de préférence régionale. La conclusion générale fait apparaître que les bénéfices de la libéralisation multilatérale rejouent surtout sur les grands pays et que le risque encouru est d'autant plus fort que les investisseurs internationaux ont tendance à se concentrer sur quelques grandes nations émergentes à l'exclusion de nombreux pays en développement.

L'article d'Inès TERRA aborde aussi les questions de la libéralisation dans le secteur textile et observe les résultats habituels : l'élimination des quotas bénéficie aux pays développés et aux grands exportateurs de textile et habillement. La particularité de cette étude est de montrer qu'une libéralisation tardive du textile et de l'habillement dans les pays développés a tendance à avoir des effets négatifs sur les pays du tiers monde, spécialement ceux d'Amérique latine, car ceux-ci doivent supporter les conséquences de ces barrières élevées et durables dans le Nord : les grands pays producteurs du Sud, face aux restrictions du Nord, ont des surcapacités de production et, par conséquent, tendent à baisser leurs prix à l'exportation au détriment des autres producteurs des pays en développement.

■ LE PERFECTIONNEMENT DES MODÈLES D'ÉQUILIBRE GÉNÉRAL CALCULABLE

Ce numéro spécial d'*Économie internationale* présente ensuite des contributions plus méthodologiques qui couvrent d'autres aspects de la libéralisation tels que les répercussions de ces accords sur les marchés du travail, les aspects dynamiques, la lutte contre la pauvreté, les services et les élasticités du commerce.

Deux articles analysent le problème des échanges et de l'emploi. Le bouclage des modèles sur l'emploi est étudié par John GILBERT. Celui-ci évalue l'impact d'un choc commercial selon deux modèles du marché du travail (en équilibre général calculable). Le premier est fondé sur une structure néoclassique qui suppose le plein emploi et où l'adaptation au choc se fait à travers la flexibilité des salaires. Cette hypothèse est éloignée du monde réel, en particulier

pour les pays d'Amérique latine où le chômage reste généralement très élevé. Puis l'auteur propose un autre modèle de marché du travail où les salaires restent fixes et l'ajustement se fait par le chômage. Il compare deux chocs de libéralisation commerciale, l'un régional, l'autre unilatéral. Les bénéfices sont en moyenne deux fois plus élevés quand l'emploi est flexible que lorsque les salaires sont flexibles. L'ouverture des échanges accroît le niveau d'activité et, à salaires constants, elle augmente davantage le bien-être que dans le modèle néoclassique, où une activité croissante génère une augmentation des salaires et une perte de compétitivité. L'auteur juge ces deux estimations à la limite de la réalité.

Le deuxième article aborde la question de la sensibilité relative des salaires à la libéralisation. Yvan DECREUX, Jean-Louis GUÉRIN et Sébastien JEAN ont observé l'effet théorique bien connu des chocs commerciaux: les travailleurs ne sont pas égaux devant ces chocs, c'est l'effet Stolper-Samuelson. Un changement dans les prix relatifs des biens influence le prix relatif des facteurs avec généralement une perte pour le facteur rare et un gain pour le facteur abondant. Un choc Nord-Sud sera favorable pour les salaires des travailleurs hautement spécialisés du Nord, au détriment des travailleurs peu qualifiés. Les auteurs remarquent que la littérature économique existante offre des estimations très différentes de l'impact selon l'instrument utilisé. Les MEGC donnent généralement les résultats les plus faibles. Cela tient à la nature de ces modèles qui intègrent tous les facteurs qui peuvent jouer en faveur d'un rééquilibrage des impacts *ex ante* pour un choc donné. Les auteurs observent les paramètres cruciaux qui affectent l'ampleur des résultats selon quatre modèles différents: règlement par le modèle classique de compétition parfaite à *la* Armington; l'hypothèse de compétition imparfaite à *la* Dixit-Stiglitz; les spécificités factorielles (c'est-à-dire l'imparfaite mobilité sectorielle des facteurs de production); et enfin le modèle avec accumulation du capital.

Deux chocs différents sont simulés: celui de la libéralisation et celui de l'émergence d'un nouveau concurrent au Sud (une sorte de "choc chinois"). En général, les résultats ne diffèrent pas beaucoup des estimations habituelles. Cependant, les simulations montrent la grande sensibilité des résultats à la mobilité intersectorielle des facteurs de production et à l'effet induit sur l'accumulation du capital. Pour certains types de travail peu substituables aux autres (en particulier parmi les moins qualifiés) et spécifiques à un secteur, l'impact pourrait être important.

Deux articles traitent ensuite des conséquences de la libéralisation sur la pauvreté. Le premier, de Thomas W. HERTEL, Paul V. PRECKEL, John A.L. CRANFIELD et Marcos IVANIC essaie de simuler l'impact d'une libéralisation des échanges multilatéraux sur la pauvreté, utilisant les données d'enquête sur les revenus des ménages, en incorporant la distribution des revenus dans la configuration des matrices de comptabilité sociale utilisées dans les MEGC. Dans le cadre d'une libéralisation multilatérale du commerce æ incluant notamment l'agriculture et le textile æ les simulations tendent à montrer que, pour le Brésil et le Chili, la pauvreté des ménages dans le secteur agricole est fortement réduite, alors que les ménages salariés des secteurs industriels ont tendance à s'appauvrir. Ceci est décrit par les auteurs comme un effet immédiat à court terme plutôt qu'à long terme.

Le deuxième article, de Maurizio BUSSOLO et John WHALLEY, met l'accent sur le rôle des coûts de transaction. Les auteurs remarquent que la théorie courante et les modèles standards internationaux soutiennent généralement l'idée que la libéralisation commerciale réduit la pauvreté. Mais la réalité est quelque peu différente. C'est pourquoi les auteurs avancent l'hypothèse que les coûts élevés de transaction peuvent expliquer la pauvreté persistante dans des pays qui suivent une politique de libéralisation commerciale. Le fait est qu'une partie seulement de la société peut avoir accès au monde extérieur et bénéficier de la libéralisation, pendant que l'autre, qui ne peut y avoir accès, est de fait aussi exclue des bénéfices de ces politiques ce qui tend ainsi à augmenter cette inégalité; pour illustrer ce résultat, des chiffres numériques sont faits pour la Colombie.

Les trois articles suivants s'interrogent sur la manière d'améliorer les modèles d'équilibre général calculable.

Thomas F. RUTHERFORD et David G. TARR s'intéressent aux aspects dynamiques de la libéralisation. Les auteurs comparent deux versions de leur modèle de petite économie ouverte, appliqué au Chili, qui est l'un des pays ayant un programme ambitieux de libéralisation. Ils simulent les effets de la libéralisation commerciale et comparent les résultats obtenus avec la version statique de leur modèle aux résultats produits par la version dynamique. Ils trouvent d'une part que les gains en bien-être ne sont pas très différents dans les deux versions et pourraient même être plus bas dans la version dynamique; et que d'autre part, une politique systématique d'accords régionaux pourrait générer des gains plus élevés qu'une politique unilatérale.

Philippa DEE propose de relier l'étude de la libéralisation des services et des investissements directs. La libéralisation des échanges de services est en effet probablement l'une des décisions les plus importantes, mais il est difficile de simuler correctement l'impact de cette politique. C'est en partie dû au fait que la libéralisation commerciale dans les services est pour une large part liée à la liberté d'investir dans les pays étrangers. Les flux de l'investissement direct étranger (IDE) sont difficiles à évaluer dans les pays d'accueil, car on manque de données fiables. Il est aussi difficile d'étudier les pays d'origine de l'IDE et la façon dont ils sont financés. Enfin, les valeurs des élasticités de substitution entre localisation et propriété de l'investissement ne sont pas disponibles.

L'article de Christine A. Mc DANIEL et d'Édouard J. BALISTRERI dresse un panorama de la littérature concernant les élasticités du commerce. Les niveaux estimés des élasticités apparaissent relativement faibles, mais ils sont plus élevés à long terme, et pour des niveaux fins de désagrégation.

En conclusion l'article de David ROLAND-HOLST propose un résumé des articles présentés dans cette seconde partie⁴.

R. D. & M. F.

4. Ce numéro de la revue n'aurait pas vu le jour sans la contribution de Josefina Monteagudo et Maria Pas Corrubias du département des programmes régionaux et de l'intégration (BID) et celle au CEPIL de Valérie Martin et Sophie de Salée (pour les traductions françaises de la présentation et de Avisse *et al.*).

Impacts of Trade Liberalization Agreements on Latin America and the Caribbean

5-6 novembre 2001, Washington, DC

Organized by:

- Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII).
- Inter-American Development Bank (IDB), Integration and Regional Programs Department, Institute for the Integration of Latin America and the Caribbean (INTAL).

*

* *

Opening Remarks: Enrique V. Iglesias, IDB President

Impacts of the Free Trade Area of the Americas and the EU-Mercosur Free Trade Area

November 5

First panel:

Moderator: Robert DEVLIN, Integration and Regional Programs Department, Deputy Manager, IDB. Yvan DECREUX, CEPII; Jean-Louis GUÉRIN, CEPII; David ROLAND-HOLST, Mills College University of California; Dominique VAN DER MENSBRUGGHE, World Bank; Sherman ROBINSON, International Food Policy Research Institute (IFPRI); Eugenio DIAZ-BONILLA, International Food Policy Research Institute; Maurizio BUSSOLO, OECD.

Discussants: Jeffrey SCHOTT, Institute for International Economics; Ali H. BAYAR, Free University Brussels.

Second panel:

Moderator: Jean-Michel CHARPIN, Commissaire au Plan.

Masakazu WATANUKI, IDB; Josefina MONTEAGUDO, IDB; Lia VALLS PEREIRA, Fundação Getulio Vargas; Mary BURFISHER, United States Department of Agriculture-USDA.

Discussants: Andreas ROSSI, European Commission; Allexandro Mori, Coelho University of Sao Paulo & IPEA.

Other CGE applications (based on accepted proposals by modelers)

First panel:

Moderator: Juan José TACCONE, INTAL Director, IDB.

Thomas HERTEL, Purdue University; Betina DIMARANAN, Purdue University; John GILBERT, Utah State University; Thomas F. RUTHERFORD, University of Colorado.

Discussant: Bernard HOEKMAN, World Bank.

Second panel:

Moderator: Lionel FONTAGNÉ, CEPII, Director.

Inés TERRA, Universidad de la Republica Uruguay; Raul HINOJOSA, North American Integration and Development Center, University of California LA.

Discussants: Friedrich VON KIRCHBACH, International Trade Center UNCTAD/WTO; Jaime ZABLUDOVSKY, Integration and Regional Programs Department, IDB.

ROUNDTABLE**Relevance and usefulness of policy implications
emerging from the CG simulations**

Moderator: Nohra Rey de Marulanda Integration and Regional Programs Department Manager, IDB.

Participants: Guillermo CALVO, Manager, Research Department, IDB; André SAPIR, Economic Adviser, European Commission; Michael FINGER, American Enterprise Institute; Winston FRITSCH, Dresdner Bank Brasil.

Conclusions: Enrique V. IGLESIAS, IDB President.

Methodological issues of modeling

November 6

First panel:

Dynamics in the models, Shantayanam DEVARAJAN, World Bank.

Scale economies and imperfect competition, Joseph FRANCOIS, Erasmus University (Netherlands).

International capital mobility and accumulation including FDI, David ROLAND-HOLST, Mills College & University of California.

Second panel:

Moderator: Thomas F. RUTHERFORD, University of Colorado.

Decomposing factor of production and distributional effects, Sherman ROBINSON, IFPRI.

Trade in services, Philippa DEE, Australian Productivity Commission.

Trade and employment, Sébastien JEAN, OECD.

Non-tariffs barriers and tariff equivalent, Mondher MIMOUNI, UNCTAD-WTO; Antoine BouËT, CEPII.

Measurement and Database Issues, Robert DEVLIN, INT Deputy Manager, IDB.

Databases, Michel FOUQUIN, CEPII, Deputy Director.

Trade Elasticities, Robert KOOPMAN, Director of the Office of Economics, USITC.

Services, Jaime ZABLUDOVSKY, Integration and Regional Programs Department, IDB.

Concluding remarks: Lionel FONTAGNÉ, CEPII, Director; Robert DEVLIN, INT Deputy Manager, IDB.